



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SRDE

Plaine de Socourt
BP 50
88132 CHARMES

Références : S-22-1189RP

Code AIOT : 0006204085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022, de la carrière d'HADOL (88220). L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRDE
- Le Frais Baril 88220 HADOL
- Code AIOT : 0006204085
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La carrière d'Hadol est autorisée par l'arrêté préfectoral n°801/2013 du 02 avril 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'avancement des travaux de la carrières,
- le Plan de gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées, pour la protection de l'environnement, relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
2	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
6	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2	/	Sans objet
7	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.7	/	Sans objet
8	Sécurité du Public - clôture	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.3.1	/	Sans objet
9	phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'ecart majeur vis-à-vis des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes, tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'inspection menée n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'instabilité ou d'éboulement des zones de stockage. Il n'a pas non plus été constaté d'envols de poussière, et /ou d'un impact sur l'environnement provenant de la zone de stockage des déchets d'extraction inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Les zones de stockage sont en cohérence avec le plan d'exploitation, le plan de gestion et la gestion sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets. Il a été mis à jour en août 2019. Celui-ci contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des déchets : terre végétale = 36 500 m³; stériles de découvertes et extraction = 1 340 000 m³; stériles de traitement = 183 000 m³ - le lieu d'implantation : merlon périphérique avant utilisation dans le cadre du réaménagement, remblai. - Le plan de gestion définit l'étape d'exploitation, responsable de la production des déchets : c'est le décapage et le traitement des matériaux. - Le plan de gestion contient les éléments de description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine : L'exploitant n'a pas identifié d'impact potentiel de ces matériaux sur l'environnement ou la santé humaine. - Le plan de gestion définit les procédures de contrôle et de surveillance proposées : surveillance incluse dans le cadre de la surveillance environnementale du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.4.1
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'exploitation est mis à jour et transmis à l'inspection tous les ans.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de plan à jour ces dernières années. Le dernier plan date de 2019. Le front d'exploitation évolue peu d'une année sur l'autre, limitant la pertinence de la mise à jour annuelle du plan d'exploitation. L'exploitant prévoit d'actualiser le plan d'exploitation début 2023. Dans ces conditions, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives mais demande à l'exploitant de transmettre un plan à jour de la carrière au cours du 1er trimestre 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, le stationnement des engins est réalisé sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbure.
Constats : L'entretien du séparateur d'hydrocarbures a été réalisé par l'entreprise MALEZIEUX le 10 novembre 2022. L'exploitant dispose du bordereau de suivi de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.5.7
Thème(s) : Risques chroniques, vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations, susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction.
Constats : L'exploitant réalise 1 à 2 tirs par mois. L'exploitant réalise une mesure des vibrations à chaque tir de mines. Au vu des derniers tirs, les vibrations émises ne dépassent pas les 1 mm/s suivant les 3 axes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécurité du Public - clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : L'ensemble de la carrière est clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 5.2
Thème(s) : Autre, phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite selon le phasage repris dans les annexes de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : L'exploitation de la carrière est en cours de phase 2. Le plan de phasage est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet